

Transferts de fonds et réduction de la pauvreté en Tunisie : une analyse ARDL des dynamiques de court et de long terme

Remittances and Poverty Reduction in Tunisia: An ARDL Analysis of Short- and Long-Run Dynamics

Sirine Sahnoun

Docteure en sciences économiques

Laboratoire d'Économie et de Développement, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Sfax, Université de Sfax, Tunisie ,

Date de soumission : 15/05/2026

Date d'acceptation : 29/07/2026

Pour citer cet article :

Sahnoun. S. (2026) «Transferts de fonds et réduction de la pauvreté en Tunisie : une analyse ARDL des dynamiques de court et de long terme», Revue Internationale du chercheur « Volume 7 : Numéro 3 » pp : 219-244

Résumé :

La réduction de la pauvreté constitue un défi majeur en Tunisie, où les transferts de fonds des migrants représentent une source importante de revenus extérieurs. Cette étude analyse la contribution des transferts de fonds à l'amélioration des conditions de vie des ménages, sur la période 1987–2024 à l'aide d'un modèle ARDL. Les dépenses de consommation finale des ménages sont utilisées comme indicateur indirect du bien-être économique des ménages. Les résultats confirment l'existence d'une relation de long terme. Les transferts de fonds, l'éducation et l'ouverture commerciale exercent un effet positif et significatif sur la consommation des ménages, tandis que le PIB par habitant n'a pas d'effet significatif. À court terme, les effets apparaissent différenciés, tandis que le modèle à correction d'erreur indique une convergence rapide, avec environ 45 % des déséquilibres corrigés annuellement. Les résultats suggèrent que les transferts de fonds contribuent à l'amélioration du bien-être économique et des conditions de vie des ménages, ce qui peut indirectement favoriser la réduction de la pauvreté. L'étude recommande des politiques visant à renforcer l'utilisation productive des transferts de fonds, en les intégrant aux stratégies de développement à travers des investissements dans le capital humain, l'inclusion financière et le soutien aux petites entreprises, afin d'amplifier leur contribution au développement économique et social.

Mots clés : Transferts de fonds ; Bien-être économique ; Pauvreté ; Modèle ARDL ; Tunisie.

Abstract :

Poverty reduction remains a major challenge in Tunisia, where migrants' remittances represent an important source of external income. This study investigates the contribution of remittances to improving household living conditions over the period 1987–2024 using an Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model. Household final consumption expenditure is employed as an indirect indicator of household economic well-being. The findings confirm the existence of a long-run relationship in which remittances, education, and trade openness exert a positive and significant effect on household consumption, whereas GDP per capita has no significant impact. In the short run, the effects appear heterogeneous, while the error correction model indicates a rapid adjustment toward equilibrium, with approximately 45% of short-run disequilibria corrected annually. The results suggest that remittances contribute to improving household economic well-being and living conditions, which may indirectly support poverty alleviation. The study recommends policies aimed at enhancing the productive use of remittances by integrating them into development strategies through investments in human capital, financial inclusion, and support for small businesses, thereby strengthening their contribution to economic and social development.

Keywords : Remittances; Economic Well-being; Poverty; ARDL Model; Tunisia.

Introduction

Dans un contexte de mondialisation croissante, les flux financiers internationaux occupent une place importante dans les pays en développement. Parmi ces flux, les transferts de fonds des migrants constituent une source essentielle de revenus, contribuant à la stabilité économique et au bien-être des ménages. Entre 1995 et 2015, les flux mondiaux de transferts de fonds ont fortement augmenté, passant de 101 milliards de dollars à plus de 582 milliards, ce qui confirme leur rôle croissant dans le financement du développement (Ajilore & Ikhida, 2012). Cette dynamique s'est poursuivie ces dernières années, les transferts dépassant 650 milliards de dollars en 2023 et continuant d'augmenter en 2024, ce qui confirme leur importance croissante dans les économies en développement (Endriga & Villanueva, 2025). Dans de nombreux cas, ces transferts dépassent l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers (Ratha, 2023).

En Tunisie, les transferts de fonds ont connu une progression continue depuis les années 2000. Ils ont souvent dépassé les flux d'investissement direct étranger et d'aide extérieure, à l'exception de certaines périodes marquées par des hausses temporaires de l'investissement (Chnaina & Makhlouf, 2015). Selon la Banque mondiale (2023), les transferts de fonds ont atteint environ 2,7 milliards de dollars, soit près du double des recettes issues du tourisme et des investissements étrangers. Cette évolution confirme le rôle central de ces flux dans l'économie tunisienne. Toutefois, leur impact sur la réduction de la pauvreté reste encore débattu.

Les résultats empiriques existants demeurent contrastés. Cette hétérogénéité s'explique par la diversité des données utilisées, des méthodes économétriques et des canaux de transmission mobilisés. Certaines études montrent que les transferts de fonds améliorent le bien-être des ménages et réduisent leur vulnérabilité (Dey et al., 2024), tandis que d'autres mettent en évidence l'existence d'inégalités structurelles et régionales susceptibles d'en limiter les effets (Ratha, 2023). Ces divergences soulignent le caractère complexe de la relation entre transferts de fonds et pauvreté. Par ailleurs, la majorité des travaux existants se concentre soit sur la relation entre transferts de fonds et croissance économique, soit sur la pauvreté en lien avec d'autres variables macroéconomiques. Les études analysant directement le lien entre transferts de fonds et pauvreté, notamment dans le cas tunisien, restent encore limitées.

Dans ce contexte, une question centrale se pose : dans quelle mesure les transferts de fonds des migrants contribuent-ils à améliorer les conditions de vie des ménages en Tunisie et à réduire leur vulnérabilité économique à court et à long terme ? Cette interrogation est d'autant plus pertinente que les effets de ces flux financiers peuvent varier selon le niveau d'éducation, l'ouverture commerciale, les inégalités de revenu et les conditions économiques générales.

La présente étude apporte plusieurs contributions à la littérature. Premièrement, elle propose une analyse actualisée du rôle des transferts de fonds en Tunisie sur une longue période couvrant les années 1987–2024. Deuxièmement, elle dépasse l'approche traditionnelle centrée sur l'effet direct des transferts en intégrant simultanément l'éducation, les inégalités de revenu et l'ouverture commerciale, afin de mieux identifier les mécanismes économiques et sociaux susceptibles d'influencer les conditions de vie des ménages. Troisièmement, elle mobilise le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL), qui permet d'examiner simultanément les relations de court terme et de long terme ainsi que les processus d'ajustement vers l'équilibre.

L'analyse empirique repose sur des données annuelles couvrant la période 1987–2024. Les dépenses de consommation finale des ménages sont retenues comme indicateur indirect du bien-être économique, en raison de l'absence de séries longues relatives aux indicateurs de pauvreté en Tunisie. Cette approche permet d'appréhender l'évolution du niveau de vie des ménages tout en examinant l'influence des transferts de fonds et de plusieurs variables macroéconomiques pertinentes. Après avoir vérifié les propriétés de stationnarité des séries et l'existence d'une relation de cointégration, le modèle ARDL est utilisé pour évaluer les effets de court terme et de long terme des transferts de fonds dans le contexte tunisien.

Le reste de l'article est organisé comme suit : la section 1 présente la revue de la littérature, la section 2 décrit les données et la méthodologie, la section 3 présente les résultats empiriques, et la section 4 conclut avec des recommandations de politique économique.

1. Revue de littérature

Sur le plan théorique, les transferts de fonds sont généralement considérés comme un mécanisme de partage des risques et de soutien au revenu des ménages dans les pays en développement. La Nouvelle Économie des Migrations de Travail proposée par Stark et Bloom (1985) considère la migration comme une stratégie familiale visant à surmonter les contraintes de crédit, les imperfections des marchés financiers et l'absence de mécanismes formels d'assurance. Dans cette perspective, les transferts de fonds augmentent le revenu disponible des

ménages bénéficiaires et leur permettent de financer leurs dépenses courantes ainsi que leurs investissements en capital humain. Le principal canal de transmission passe ainsi par une amélioration du revenu des ménages, qui favorise l'augmentation de la consommation, l'accès à l'éducation, à la santé et au logement, ainsi qu'une meilleure capacité à faire face aux chocs économiques (Taylor, 1999 ; Adams et Page, 2005). Ainsi, les transferts de fonds contribuent à accroître le revenu disponible des ménages bénéficiaires, ce qui favorise l'augmentation de leur consommation et de leurs investissements en capital humain, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Cette amélioration des conditions de vie renforce progressivement le bien-être économique des ménages et peut contribuer à atténuer la pauvreté, en particulier lorsque ces ressources sont utilisées de manière productive et s'inscrivent dans un environnement économique et institutionnel favorable (Taylor, 1999 ; Adams et Page, 2005 ; Ratha, 2013). Toutefois, l'ampleur de cet effet dépend de plusieurs facteurs tels que le niveau d'éducation, les inégalités de revenu, l'environnement institutionnel et les opportunités économiques offertes aux ménages bénéficiaires.

Dans la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire, les flux monétaires représentent une source importante de revenu pour les ménages. Leur rôle ne se limite pas au soutien financier, puisqu'elles contribuent également à la réduction de la pauvreté. Adams et Page (2005) montrent qu'une augmentation de 10 % des transferts par habitant entraîne une baisse de la pauvreté de 3,5 % dans un échantillon de 71 pays en développement. Des résultats similaires ont été observés en Afrique subsaharienne (Gupta, et al., 2009), où les transferts sont principalement utilisés pour financer des dépenses essentielles telles que l'éducation, la santé et le logement. Au Népal, Lokshin et Glinskaya (2009) estiment que les transferts de fonds contribuent à une réduction d'environ 11 % de la pauvreté. De même, Raihan et al (2009) montrent que les ménages bénéficiaires au Bangladesh enregistrent une amélioration de leur niveau de consommation.

De nombreuses études confirment le rôle important des transferts de fonds dans la réduction de la pauvreté, en particulier dans les pays en développement. Ces transferts permettent d'augmenter les revenus des ménages et d'améliorer leur accès aux services de base tels que la santé, l'éducation et le logement. Ratha (2013) souligne que les transferts de fonds constituent une source de financement relativement stable, souvent plus prévisible que l'aide publique au

développement ou les investissements directs étrangers. Adams et Cuecuecha (2010) montrent également que les transferts réduisent la profondeur et la sévérité de la pauvreté, notamment lorsqu'ils sont utilisés à des fins productives. Dans le contexte nord-africain, Bouhga-Hagbe (2006) met en évidence le rôle des transferts de fonds au Maroc dans la stabilisation de la consommation des ménages et le financement de petites activités économiques.

Cependant, l'impact de ces flux sur la pauvreté n'est pas uniforme et dépend de plusieurs facteurs, notamment le niveau d'éducation, l'accès aux services financiers et les disparités régionales. Garcia-Fuentes et al (2025) soulignent que les transferts ne favorisent la croissance que s'ils ne créent pas de dépendance et sont utilisés de manière efficace. De même, Amuedo-Dorantes et Pozo (2011) montrent que leur impact est renforcé lorsqu'il est accompagné de politiques publiques appropriées et d'un cadre institutionnel favorable. Ainsi, bien que la littérature confirme globalement un effet positif des transferts de fonds, leur impact à long terme dépend du contexte économique et institutionnel.

Certaines études adoptent toutefois une approche plus critique. Chami et al (2003) estiment que les transferts de fonds, considérés comme un revenu non gagné, peuvent réduire l'incitation au travail et diminuer la participation au marché du travail à long terme. Ils soulignent également que ces fonds sont souvent consommés plutôt qu'investis, ce qui limite leur contribution au développement durable. Nefzi et al (2017) ajoutent qu'une dépendance excessive aux flux monétaires peut générer des pressions inflationnistes et réduire le pouvoir d'achat, en particulier pour les ménages les plus vulnérables.

Le cas tunisien présente une situation similaire. Jouini (2015) montre que les transferts de fonds ont un effet positif sur le bien-être des ménages, en particulier dans les régions à forte émigration. Toutefois, ces effets ne sont pas homogènes, les régions rurales et intérieures en bénéficiant moins que les zones urbaines et côtières (Yahyaoui, 2023). Par ailleurs, Balamoune (2012) met en évidence un effet positif des transferts sur l'autonomisation des femmes, bien que ces dimensions restent encore peu explorées dans les analyses quantitatives.

Dans l'ensemble, la littérature soutient, sans être totalement unanime, l'idée que les transferts de fonds contribuent à la réduction de la pauvreté. Idrissi et Kawkaba (2023) soulignent leur rôle dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté, en particulier lorsqu'ils représentent une part importante du revenu national. À l'aide d'un modèle ARDL, Musakwa et

Odhiambo (2019) mettent en évidence une relation stable de long terme entre les flux monétaires et pauvreté, les transferts jouant un rôle d’amortisseur face aux chocs économiques. Des recherches récentes montrent également que les transferts de fonds renforcent la résilience des ménages face aux vulnérabilités économiques et sociales et contribuent à améliorer durablement les conditions de vie (Ullah, et al., 2025).

Malgré l’abondance des travaux consacrés aux transferts de fonds, les résultats empiriques demeurent relativement hétérogènes. Cette diversité s’explique en grande partie par les différences méthodologiques entre les études. Certaines recherches s’appuient sur des données microéconomiques au niveau des ménages et utilisent des indicateurs directs de pauvreté ou de bien-être (Adams et Page, 2005 ; Lokshin et Glinskaya, 2009), tandis que d’autres reposent sur des données macroéconomiques agrégées et des indicateurs indirects (Gupta et al., 2009 ; Musakwa et Odhiambo, 2019). Les méthodes d’estimation varient également entre les modèles de panel, les approches ARDL, les techniques GMM ou encore les modèles VAR, ce qui peut conduire à des conclusions différentes quant à l’ampleur et à la significativité des effets des transferts de fonds (Adams et Cuecuecha, 2010 ; Amuedo-Dorantes et Pozo, 2011). Par ailleurs, plusieurs études soulignent que l’impact des transferts dépend fortement des caractéristiques institutionnelles, du niveau de développement financier et des conditions socio-économiques propres à chaque pays (Ratha, 2013 ; Garcia-Fuentes et al., 2025). En outre, certaines recherches se limitent à des périodes d’analyse relativement courtes ou ne prennent pas suffisamment en compte les effets dynamiques de long terme, ce qui peut affecter la robustesse des résultats obtenus. Ces différences méthodologiques et contextuelles contribuent à expliquer les divergences observées dans la littérature et justifient la nécessité de poursuivre les recherches dans des contextes nationaux spécifiques tels que celui de la Tunisie.

Malgré ces contributions, plusieurs lacunes subsistent dans la littérature existante. Premièrement, les études portant spécifiquement sur la Tunisie demeurent relativement limitées et se concentrent souvent sur des périodes restreintes ou sur des dimensions particulières des transferts de fonds. Deuxièmement, peu de travaux analysent simultanément les effets de court terme et de long terme des transferts de fonds sur le bien-être économique des ménages. Troisièmement, les interactions entre les transferts de fonds et d’autres facteurs structurels tels que l’éducation, les inégalités de revenu et l’ouverture commerciale restent insuffisamment explorées dans le contexte tunisien. La présente étude vise à combler ces lacunes en mobilisant un modèle ARDL appliqué à des données annuelles couvrant la période 1987–2024. Cette

approche permet d'identifier les dynamiques de court et de long terme tout en tenant compte de plusieurs déterminants économiques susceptibles d'influencer le bien-être économique des ménages.

2. Données et méthodologie

2.1 Sources de données

Cette étude analyse la relation entre les transferts de fonds des migrants et la pauvreté en Tunisie à partir de données annuelles couvrant la période 1987–2024. Les données sont extraites de la base de la Banque mondiale ainsi que de l'Institut National de la Statistique.

La variable dépendante est approchée par les dépenses de consommation finale des ménages en pourcentage du PIB (POV). Bien que cette variable ne constitue pas une mesure directe de la pauvreté, elle est fréquemment mobilisée dans la littérature comme indicateur indirect du bien-être économique des ménages et de leur capacité de consommation (Kaidi et al., 2019 ; Nsiah & Tweneboah, 2025). En effet, dans les pays où les séries temporelles longues relatives à la pauvreté sont limitées ou indisponibles, les dépenses de consommation des ménages peuvent fournir une approximation des conditions de vie et du niveau de bien-être économique. Une amélioration soutenue de la consommation est généralement associée à une meilleure satisfaction des besoins essentiels et à une amélioration du niveau de vie des ménages. Toutefois, cette variable ne permet pas de mesurer directement la pauvreté monétaire ou multidimensionnelle. Par conséquent, les résultats de cette étude doivent être interprétés comme reflétant l'effet des transferts de fonds sur le bien-être économique des ménages et leurs conditions de vie plutôt que sur la pauvreté au sens strict.

La variable explicative principale est constituée des transferts de fonds des migrants (REM), exprimés en pourcentage du PIB.

2.2 Présentation des variables

Afin de mieux appréhender la relation entre les transferts de fonds et la pauvreté, plusieurs variables de contrôle sont introduites dans le modèle.

L'éducation (ED), mesurée par le taux brut de scolarisation primaire, reflète le niveau de capital humain et les opportunités d'accès à l'emploi. Un niveau élevé d'éducation est supposé contribuer à l'amélioration du bien-être des ménages.

L'ouverture commerciale (TO), mesurée par la somme des exportations et des importations rapportées au PIB, est considérée comme un facteur de croissance économique susceptible de réduire la pauvreté.

Le produit intérieur brut par habitant (GDP) est utilisé comme indicateur du niveau de développement économique général. Une augmentation du PIB par habitant est généralement associée à une amélioration des conditions de vie.

Enfin, les inégalités de revenus (GI), mesurées par l'indice de Gini, sont introduites afin de capter les disparités dans la distribution des ressources. Un niveau élevé d'inégalités est susceptible de freiner la réduction de la pauvreté.

Le choix des variables explicatives repose à la fois sur les fondements théoriques et sur les travaux empiriques consacrés à la relation entre transferts de fonds, bien-être économique des ménages et pauvreté. Les transferts de fonds (REM) constituent la variable d'intérêt principale, tandis que l'éducation (ED), le PIB par habitant (GDP), l'ouverture commerciale (TO) et les inégalités de revenu (GI) sont introduits afin de capter respectivement le rôle du capital humain, du développement économique, de l'intégration commerciale et de la distribution des revenus dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Bien que d'autres facteurs tels que le chômage, l'inflation, les dépenses publiques sociales, le développement financier, l'urbanisation ou la croissance démographique puissent également influencer le bien-être économique des ménages, leur inclusion simultanée n'a pas été retenue afin de préserver les degrés de liberté et d'éviter une surparamétrisation du modèle compte tenu de la taille relativement limitée de l'échantillon.

2.3 Spécification du modèle

Afin d'analyser les relations de court et de long terme entre les variables, cette étude adopte le modèle autorégressif à retards distribués (ARDL), développé par Pesaran et Shin (1998) et formalisé par Pesaran et al (2001).

Ce modèle présente l'avantage d'être adapté aux échantillons de petite taille et de permettre l'estimation de relations entre variables intégrées d'ordres différents, à condition qu'aucune variable ne soit intégrée d'ordre deux ($I(2)$).

La spécification générale du modèle est donnée par l'équation suivante :

$$\Delta \ln \text{POV} = \alpha_0 + \sum \alpha_{1i} \Delta \ln \text{REM}_{t-i} + \sum \alpha_{2i} \Delta \ln \text{ED}_{t-i} + \sum \alpha_{3i} \Delta \ln \text{GDP}_{t-i} + \sum \alpha_{4i} \Delta \ln \text{TO}_{t-i} + \sum \alpha_{5i} \Delta \ln \text{GI}_{t-i} + \beta_1 \ln \text{REM}_{t-1} + \beta_2 \ln \text{ED}_{t-1} + \beta_3 \ln \text{GDP}_{t-1} + \beta_4 \ln \text{TO}_{t-1} + \beta_5 \ln \text{GI}_{t-1} + \xi_t$$

Où : Δ représente l'opérateur de différence première, utilisé pour éliminer la non-stationnarité et la volatilité de court terme.

ϵ_t désigne le terme d'erreur.

Les variables en niveau retardé ($\ln(x)_{t-1}$) sont introduites afin de vérifier l'existence d'une relation d'équilibre de long terme.

Les variables différenciées ($\Delta \ln(x)$) capturent les effets dynamiques de court terme des variables explicatives sur la pauvreté.

2.4 Méthode d'estimation

Le modèle ARDL permet de distinguer les effets de court terme et de long terme à travers l'introduction de variables différenciées et de variables en niveau retardé.

Les variables en différences premières capturent les effets dynamiques de court terme, tandis que les variables en niveau permettent d'identifier l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables.

Le terme de correction d'erreur (ECM) permet de mesurer la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme après un choc. Un coefficient négatif et significatif indique un processus de convergence vers l'équilibre.

3. Résultats et discussions

Cette section présente les résultats empiriques de l'étude en mettant l'accent sur leur interprétation économique et leur robustesse.

3.1 Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans l'analyse sont présentées dans le tableau 1.

Tableau 1: Statistiques descriptives

Variable	Obs	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
POV	38	4.158684	.6518882	4.07	4.3

REM	38	4.274211	.6752522	3.06	6.61
ED	38	4.225263	.3373244	3.54	4.58
TO	38	4.487368	.1143651	4.21	4.74
GDP	38	3.356579	3.111989	-8.82	7.95
GI	38	4.85	1.898896	1.98	8.9

Source : Auteurs, à partir des données traitées sous Eviews

Les statistiques descriptives montrent que la consommation des ménages (POV) reste relativement stable dans le temps, ce qui reflète une pauvreté persistante. Les transferts de fonds varient entre 3,06 % et 6,61 % du PIB, confirmant leur importance dans l'économie tunisienne. Le niveau d'éducation demeure stable, traduisant un investissement continu dans l'éducation de base. L'ouverture commerciale reste élevée, indiquant une politique d'ouverture constante. Le PIB par habitant présente des fluctuations importantes, avec des phases de croissance et de recul. Enfin, l'indice de Gini varie fortement, soulignant le rôle des inégalités dans la dynamique de la pauvreté.

3.2 Analyse de corrélation

Tableau 2 : Matrice de corrélation des variables

Variable	POV	REM	ED	TO	GDP	GI
POV	1.0000					
REM	0.6025	1.0000				
ED	0.6011	0.4471	1.0000			
TO	0.4063	0.3822	0.6444	1.0000		
GDP	-0.5503	-0.3196	-0.2484	-0.0475	1.0000	
GI	0.0871	0.1407	-0.5957	-0.1878	-0.0507	1.0000

Source : Auteurs, à partir des données traitées sous Eviews

Comme le montre le tableau 2, la matrice de corrélation ne révèle aucun problème de multicolinéarité entre les variables, l'ensemble des coefficients étant inférieur au seuil critique de 0,8.

Les transferts de fonds, l'éducation et l'ouverture commerciale sont positivement corrélés à la consommation des ménages. En revanche, les inégalités sont négativement associées à l'éducation et à la consommation, conformément aux prédictions théoriques.

3.3 Tests de stationnarité

Les résultats présentés dans le tableau 3 indiquent que la stationnarité des variables a été vérifiée à l'aide des tests de racine unitaire Augmented Dickey-Fuller (ADF) et Phillips-Perron (PP). Certaines variables, telles que l'éducation, le PIB par habitant et les inégalités, sont stationnaires en niveau, tandis que d'autres, comme les transferts de fonds, la consommation des ménages et l'ouverture commerciale, ne deviennent stationnaires qu'après différenciation première. Aucune des séries n'est intégrée d'ordre deux (I(2)), ce qui confirme la pertinence de l'utilisation du modèle ARDL.

Tableau 3 : Résultats des tests de stationnarité : ADF et PP

Variables	Test ADF		Test PP		Conclusions
	Niveau	1 ère différence	Niveau	1 ère différence	
POV	-0.5209 (0.8757)	-8.5170 (0.0000)	-0.3625 (0.9053)	-8.4893 (0.0000)	I(1)
REM	-0.4428 (0.8911)	-4.6446 (0.0006)	-0.7454 (0.8225)	-4.7220 (0.0005)	I(1)
ED	-3.3665 (0.0188)	-	-3.1664 (0.0302)	-	I(0)
GDP	-5.8465 (0.0000)	-	-5.8782 (0.0000)	-	I(0)
TO	-2.4242 (0.1423)	-5.8545 (0.0000)	-2.0929 (0.2485)	-8.3843 (0.0000)	I(1)
GI	-2.6748 (0.0880)	-	-2.6376 (0.0947)	-	I(0)

Source : Auteurs, à partir des données traitées sous Eviews

Les résultats présentés dans le tableau 3 indiquent que la stationnarité des variables a été vérifiée à l'aide des tests de racine unitaire Augmented Dickey-Fuller (ADF) et Phillips-Perron (PP). Certaines variables, telles que l'éducation, le PIB par habitant et les inégalités, sont stationnaires en niveau, tandis que d'autres, comme les transferts de fonds, la consommation des ménages et

l'ouverture commerciale, ne deviennent stationnaires qu'après différenciation première. Aucune des séries n'est intégrée d'ordre deux ($I(2)$), ce qui confirme la pertinence de l'utilisation du modèle ARDL.

3.4 Test de cointégration

Tableau 4 : Test des bornes du modèle ARDL (3,3,3,3,3)

Test Statistique	Valeur	Niveau de signification	I(0)	I(1)
F-statistic	4.841314	10%	2.08	3
K	5	5%	2.39	3.38
		1%	3.06	4.15

Source : Auteurs, à partir des données traitées sous Eviews

Dans un premier temps, nous estimons le nombre de retards optimal à l'aide du critère d'information d'Akaike (AIC). Ce critère permet de sélectionner le modèle ARDL offrant le meilleur compromis entre la qualité de l'ajustement et la complexité de la spécification retenue. Ainsi, la figure 1 présente le modèle ARDL (3,3,3,3,3) comme le modèle optimal parmi les différentes spécifications testées, puisqu'il affiche la plus faible valeur de l'AIC.

Bien que la taille de l'échantillon soit relativement limitée (38 observations), le choix du modèle ARDL (3,3,3,3,3) repose sur le critère d'information d'Akaike (AIC), qui a retenu cette spécification parmi l'ensemble des modèles estimés. Malgré cette contrainte liée à la taille de l'échantillon, la validité du modèle est renforcée par les résultats satisfaisants des tests diagnostiques et de stabilité, qui ne révèlent ni autocorrélation des résidus, ni hétéroscédasticité, ni instabilité structurelle. Ces résultats confirment la robustesse de la spécification retenue. Les résultats doivent néanmoins être interprétés avec prudence compte tenu du nombre relativement limité d'observations.

Les résultats du test de cointégration présentés dans le tableau 4 confirment l'existence d'une relation de long terme entre les variables étudiées au seuil de signification de 5 %, puisque la statistique F (4,841314) est supérieure à la borne supérieure critique (3,38). Ce résultat conduit au rejet de l'hypothèse nulle d'absence de cointégration et justifie l'estimation des relations de long terme dans le cadre du modèle ARDL.

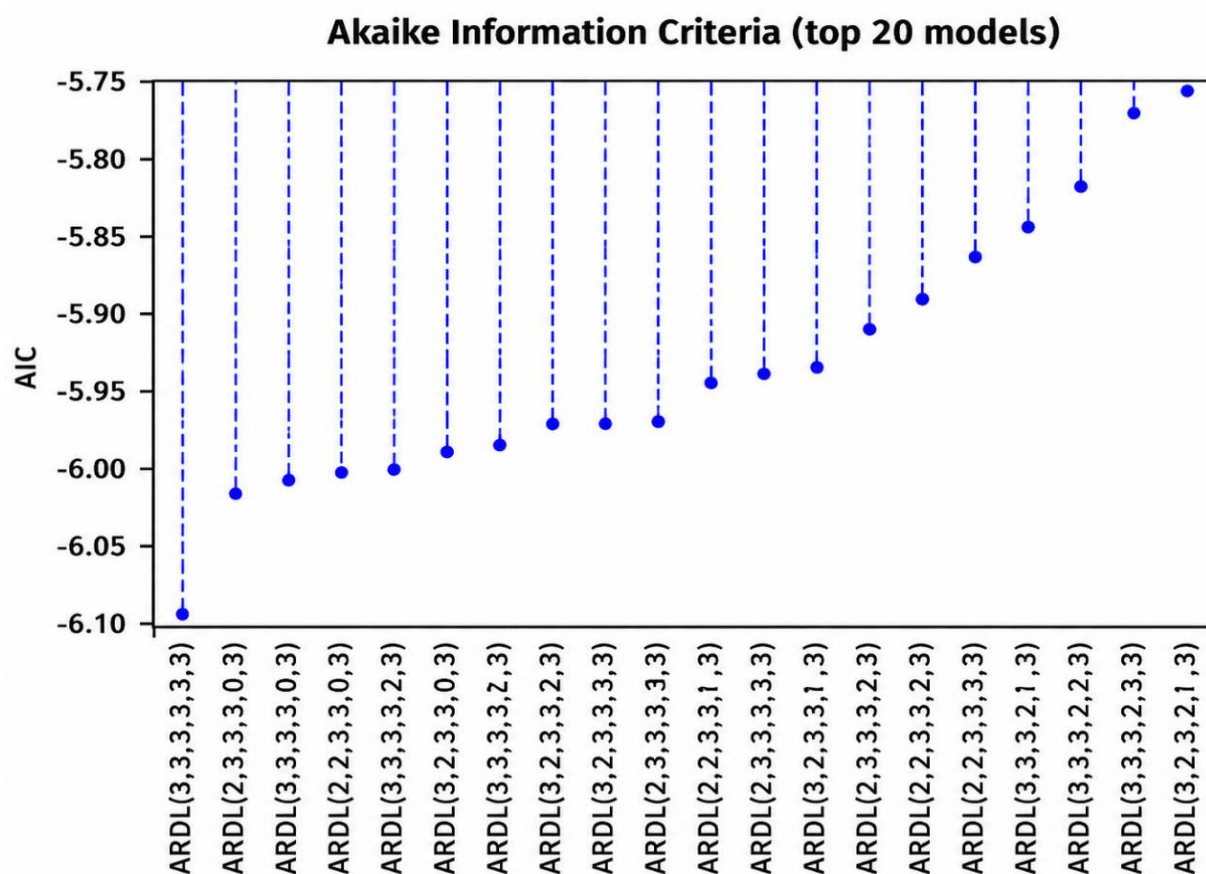


Figure 1 : Sélection du modèle ARDL optimal selon le critère d'information d'Akaike (AIC).

Source : Calculs des auteurs.

3.5 Résultats du modèle ARDL

3.5.1 Effets de long terme

Les résultats de l'estimation présentés dans le tableau 5 montrent qu'à long terme, les transferts de fonds exercent un effet positif et significatif sur la consommation des ménages. Une augmentation de 1 % des transferts entraîne une hausse d'environ 0,58 % de la consommation. Cela indique que les transferts constituent une source complémentaire de revenu, permettant aux ménages de satisfaire leurs besoins essentiels et de maintenir leur niveau de consommation en période de difficultés économiques. Ils contribuent également à stabiliser les revenus et à améliorer le bien-être économique sur le long terme (Llena-Nozal et al., 2019).

Tableau 5 : Résultats du modèle ARDL à long terme

Variable	Coefficient	Erreur standard	t-Statistique	p-value
REM	0.5833	0.0961	3.2033	0.0000***
ED	0.4160	0.0097	4.1709	0.0016**
GDP	0.0115	0.0103	1.0693	0.3078
TO	0.2598	0.0942	2.757	0.0186**
GI	-0.0497	0.0130	-3.8129	0.0029**
C	1.7006	0.4426	8.3600	0.0000***

Note : *** $p < 0.01$; ** $p < 0.05$; * $p < 0.10$.

Ainsi, les transferts de fonds apparaissent comme un facteur favorable à l'amélioration des conditions de vie des ménages, ce qui peut indirectement contribuer à atténuer certaines formes de vulnérabilité économique et de pauvreté.

L'éducation présente également un effet positif important. Une hausse de 1 % du taux de scolarisation est associée à une augmentation de 0,42 % de la consommation, ce qui confirme le rôle du capital humain dans l'amélioration du niveau de vie. Ce résultat suggère qu'un meilleur accès à l'éducation renforce les capacités économiques des ménages et favorise une amélioration durable de leur bien-être.

L'ouverture commerciale a un effet positif sur la consommation, avec une élasticité de 0,26. Elle favorise l'accès aux marchés et améliore les opportunités d'emploi, en lien avec les processus de mondialisation (Kofi Ocran & Adjasi, 2009). L'accroissement des opportunités économiques associé à l'ouverture commerciale peut ainsi soutenir l'amélioration des conditions de vie des ménages à long terme.

En revanche, les inégalités de revenu ont un effet négatif et significatif. Une distribution inégale des revenus réduit la consommation globale, en raison du faible pouvoir de consommation des ménages à faible revenu (Ravallion, 2001 ; Ostry et al., 2014). Ce résultat souligne que des niveaux élevés d'inégalités peuvent limiter les gains de bien-être économique associés à la croissance et aux transferts de fonds, en réduisant la capacité d'une partie de la population à bénéficier de ces ressources.

Par ailleurs, le PIB par habitant ne présente pas d'effet statistiquement significatif sur la consommation des ménages à long terme. Ce résultat peut paraître surprenant au regard de la

littérature traditionnelle qui met généralement en évidence un effet favorable de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. Toutefois, il suggère que l'augmentation du revenu moyen ne se traduit pas automatiquement par une amélioration généralisée des conditions de vie des ménages. Dans le contexte tunisien, les bénéfices de la croissance peuvent être répartis de manière inégale entre les catégories sociales et les régions, limitant ainsi leur impact sur la consommation des ménages. Ce constat rejoint les travaux soulignant que la qualité et le caractère inclusif de la croissance sont souvent plus déterminants que son rythme pour améliorer durablement le bien-être économique des populations (Mkrtchyan et al., 2025).

3.5.2 Effets de court terme

À court terme, les effets apparaissent plus nuancés dans le tableau 6. Les transferts de fonds présentent un effet immédiat négatif sur la consommation des ménages, mais deviennent positifs à des périodes retardées. Ce résultat confirme l'hypothèse selon laquelle les transferts de fonds peuvent être initialement utilisés pour le remboursement des dettes, l'épargne ou des usages non directement liés à la consommation, avant d'être progressivement convertis en dépenses de consommation des ménages (Combes & Ebeke, 2011 ; Henchoz et al., 2020). L'effet positif différé est cohérent avec l'existence d'un ajustement progressif des comportements de consommation et suggère que les transferts de fonds contribuent à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être économique des ménages, mais de manière non immédiate.

L'éducation exerce un effet favorable à court terme au moment courant, mais présente des coefficients négatifs aux périodes retardées. Ce phénomène peut s'expliquer par le délai nécessaire pour que les investissements en éducation se traduisent par une amélioration des performances sur le marché du travail et par une augmentation des revenus (Tilak, 2002). À court terme, les dépenses éducatives peuvent également réduire temporairement les ressources disponibles des ménages, ce qui explique l'effet négatif observé à des périodes retardées. Ces résultats mettent en évidence le caractère différé des bénéfices économiques associés à l'investissement dans le capital humain.

Tableau 6 : Résultats du modèle à correction d'erreur

Variable	Estimate	Std. Error	t value	p-value
D(POV(-1))	-0.0502	0.0795	-0.6312	0.5318
D(POV(-2))	0.3841	0.0887	4.3262	0.0012***
D(REM)	-0.0330	0.0053	-6.1690	0.0005***
D(REM(-1))	0.0209	0.0062	3.3355	0.0066**
D(REM(-2))	0.0154	0.0063	2.4455	0.0325*
D(ED)	0.2074	0.0618	3.3568	0.0064**
D(ED(-1))	-0.3469	0.0724	-4.7873	0.0006***
D(ED(-2))	-0.2467	0.0647	-3.8085	0.0029**
D(GDP)	0.0015	0.0007	1.9721	0.0743*
D(GDP(-1))	-0.0011	0.0013	-0.8024	0.4393
D(GDP(-2))	-0.0021	0.0008	-2.5400	0.0275*
D(TO)	-0.0572	0.0235	-2.2433	0.0332*
D(TO(-1))	0.1668	0.0329	5.0663	0.0004***
D(TO(-2))	0.1507	0.0285	5.2867	0.0003***
D(GI)	0.0003	0.0022	0.1730	0.8658
D(GI(-1))	-0.0263	0.0035	-7.4224	0.0004***
D(GI(-2))	-0.0158	0.0025	-6.1719	0.0001***
ECT(-1)	-0.4559	0.0630	-7.2370	0.0000***

Note : *** $p < 0.01$; ** $p < 0.05$; * $p < 0.10$.

L'ouverture commerciale présente un effet négatif à court terme, suivi d'effets positifs à des périodes retardées. Ce résultat est conforme à l'hypothèse des coûts d'ajustement, selon laquelle la libéralisation économique entraîne, dans un premier temps, des déséquilibres tels que des pertes d'emplois ou des ajustements structurels, avant de générer des gains liés à la concurrence et à l'efficacité. Balogun et al. (2024) mettent également en évidence ce profil en forme de U à court terme de l'effet du commerce sur les conditions économiques des ménages dans les économies africaines. Ainsi, les bénéfices associés à l'ouverture commerciale semblent se

matérialiser progressivement à travers une amélioration de la consommation et du bien-être économique des ménages.

Les inégalités ont un effet globalement négatif à court terme, ce qui suggère qu'une augmentation des disparités de revenus limite la capacité de consommation des ménages les plus modestes en concentrant une part importante des gains économiques au profit des ménages les plus aisés (Ravallion, 2005). Ce résultat met en évidence le rôle des inégalités comme facteur susceptible de freiner l'amélioration des conditions de vie et du bien-être économique des ménages.

L'évolution des coefficients associés aux inégalités montre une cohérence entre le court et le long terme. Bien que l'effet contemporain des inégalités ne soit pas statistiquement significatif, les coefficients retardés apparaissent négatifs et significatifs. Ce résultat suggère que les effets défavorables des inégalités sur la consommation des ménages se manifestent avec un certain délai. À mesure que les disparités de revenus persistent, elles tendent à réduire la capacité de consommation d'une partie importante de la population, limitant ainsi l'amélioration durable des conditions de vie et du bien-être économique des ménages.

Enfin, l'effet du PIB par habitant demeure relativement faible et peu robuste à court terme. Bien qu'un effet positif apparaisse au moment courant, celui-ci n'est que marginalement significatif, tandis que les coefficients retardés sont soit non significatifs, soit négatifs. Ces résultats suggèrent que la croissance du revenu moyen ne se traduit pas immédiatement par une amélioration généralisée de la consommation des ménages.

Le terme de correction d'erreur (ECT) est négatif ($-0,4559$), ce qui indique qu'environ 45 % du déséquilibre par rapport à l'équilibre de long terme est corrigé chaque année. Cette vitesse d'ajustement élevée traduit une forte convergence et une bonne stabilité du système. Ce résultat est conforme à la théorie du modèle ECM, selon laquelle un coefficient de correction d'erreur négatif et significatif confirme l'existence d'une relation de cointégration et d'un mécanisme d'ajustement vers l'équilibre (Banerjee et al., 1998 ; Narayan & Smyth, 2006).

3.7 Tests diagnostiques

Plusieurs tests sont réalisés afin de vérifier la validité du modèle ARDL estimé. Le tableau 7 présente un ensemble de tests diagnostiques confirmant l'absence de violations majeures des hypothèses du modèle de régression linéaire.

Par exemple, le test du multiplicateur de Lagrange de Breusch-Godfrey indique l'absence d'autocorrélation des résidus, avec une probabilité de 0,2781, largement supérieure au seuil de 5 %. Cela signifie que les résidus ne sont pas corrélés entre eux.

Tableau 7 : Tests diagnostiques

Hypothèse testé	Tests	Valeurs
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	2.347 (0.2781)
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0.7982 (0.4796)
	Test ARCH	0.9788 (0.1691)
Normalité	Jarque-Bera	0.0784 (0.9615)

Source : Auteurs, à partir des données traitées sous EViews

Par ailleurs, les tests d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey et ARCH présentent des probabilités respectives de 0,4796 et 0,1691. Ces valeurs étant supérieures au seuil de 5 %, l'hypothèse nulle d'homoscédasticité ne peut être rejetée. Le modèle ne présente donc pas de problème d'hétéroscédasticité.

Le test de normalité de Jarque-Bera indique que les résidus suivent une distribution normale, avec une p-value de 0,9615. Ce résultat valide l'utilisation des méthodes d'inférence classique pour les tests d'hypothèses du modèle.

3.8 Tests de stabilité

Afin de vérifier la stabilité du modèle dans le temps, les tests CUSUM et CUSUM des carrés ont été réalisés (Brown et al., 1975). L'analyse des figures 2 et 3 confirme la stabilité des coefficients sur l'ensemble de la période d'étude, les courbes demeurant à l'intérieur des bandes de confiance à 5 %. Cela renforce la robustesse des relations estimées et la crédibilité des implications de politique économique qui en découlent.

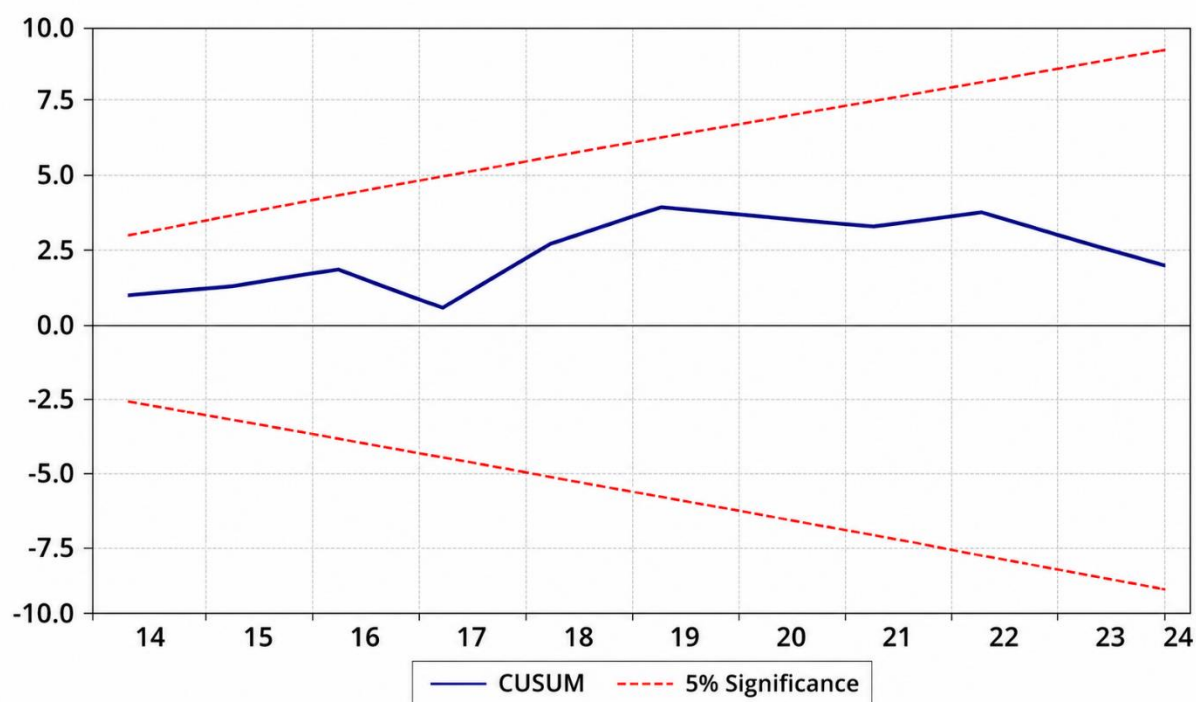


Figure 2 : Test de stabilité CUSUM du modèle ARDL (3,3,3,3,3).

Source : Auteurs.

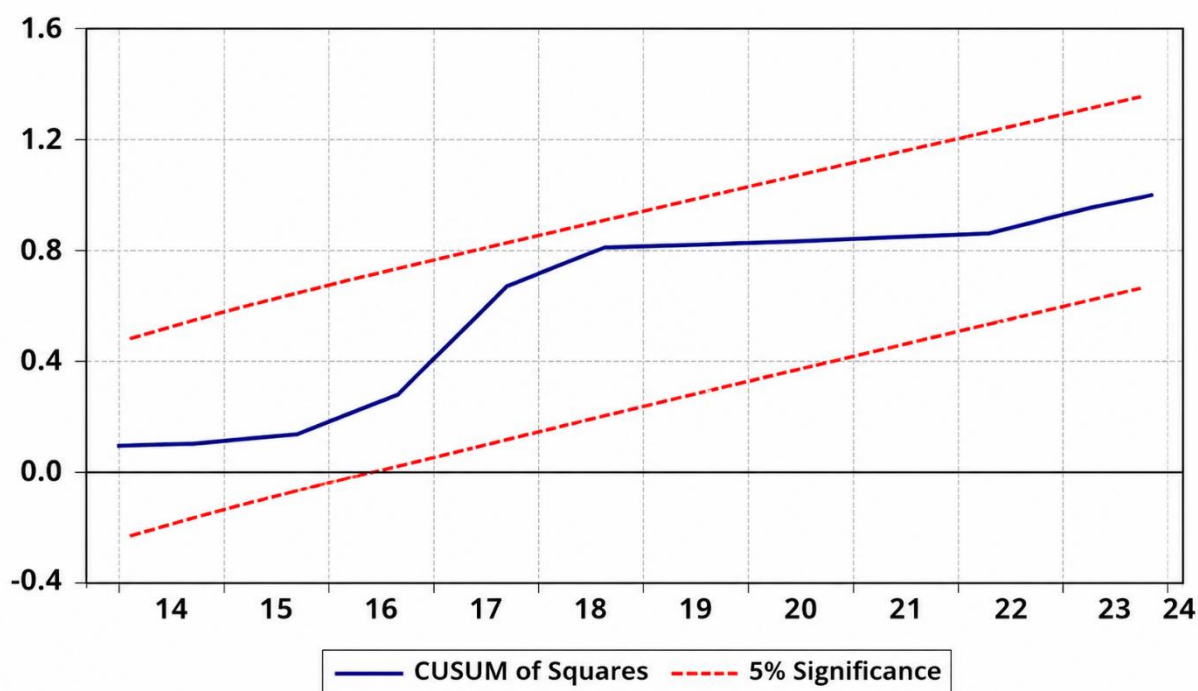


Figure 3 : Test de stabilité CUSUM des carrés du modèle ARDL (3,3,3,3,3).

Source : Auteurs.

Conclusion

L'étude a examiné la contribution des transferts de fonds à l'amélioration des conditions de vie des ménages en Tunisie sur la période 1987–2024, en utilisant les dépenses de consommation finale des ménages comme indicateur indirect du bien-être économique des ménages. À l'aide du modèle autorégressif à retards distribués (ARDL), l'analyse prend en compte à la fois les ajustements de court terme et la relation d'équilibre de long terme entre les transferts de fonds et le bien-être économique des ménages, tout en intégrant des variables de contrôle pertinentes telles que l'éducation, l'ouverture commerciale, les inégalités de revenu et le PIB par habitant.

Les résultats confirment l'existence d'une relation de long terme significative, dans laquelle les transferts de fonds, l'éducation et l'ouverture commerciale exercent un effet positif sur la consommation des ménages. Ces résultats suggèrent que ces facteurs contribuent à l'amélioration du bien-être économique et des conditions de vie des ménages. En revanche, les inégalités de revenu ont un effet négatif, confirmant que la distribution des ressources joue un rôle essentiel dans la capacité des ménages à bénéficier des gains économiques et à améliorer durablement leurs conditions de vie. Par ailleurs, le PIB par habitant n'a pas d'effet significatif à long terme, ce qui indique que la croissance économique, à elle seule, ne garantit pas une amélioration du niveau de vie sans politiques inclusives.

À court terme, les effets apparaissent plus complexes et dépendants du facteur temps. L'impact des transferts de fonds et de l'éducation varie selon les retards considérés, en raison de dynamiques d'ajustement ou de réactions comportementales différées. Le modèle à correction d'erreur indique un ajustement relativement rapide vers l'équilibre de long terme, avec environ 45,6 % des déséquilibres corrigés chaque année.

Au-delà de ses résultats empiriques, cette étude contribue à la littérature en proposant une analyse intégrée des interactions entre les transferts de fonds, l'éducation, l'ouverture commerciale et les inégalités de revenu dans le contexte tunisien. Contrairement aux approches qui examinent ces facteurs de manière isolée, cette recherche met en évidence leur rôle complémentaire dans l'amélioration du bien-être économique des ménages. Les résultats montrent que l'impact des transferts de fonds ne dépend pas uniquement du volume des ressources reçues, mais également des conditions structurelles et socio-économiques dans lesquelles elles sont utilisées. Cette approche permet ainsi d'enrichir la compréhension des

mécanismes par lesquels les transferts de fonds influencent les conditions de vie des ménages à court et à long terme.

Afin de renforcer l'impact des transferts de fonds sur le bien-être économique des ménages et sur l'amélioration de leurs conditions de vie en Tunisie, un cadre de politiques publiques intégré et inclusif est nécessaire. Cela implique de promouvoir l'utilisation de canaux de transfert formels en améliorant l'accès aux institutions financières, en développant les solutions numériques et en réduisant les coûts de transaction. Les transferts devraient être orientés vers des secteurs productifs, tels que les petites entreprises, l'agriculture et l'immobilier, à travers des mécanismes d'incitation appropriés. Le renforcement du système éducatif, en particulier dans les régions défavorisées, est également essentiel pour assurer des bénéfices à long terme. De plus, les politiques commerciales doivent être conçues de manière à soutenir les populations marginalisées et les petites entreprises rurales afin qu'elles puissent tirer profit des opportunités économiques.

Parallèlement, la réduction des disparités régionales à travers des investissements publics ciblés et des politiques de protection sociale adaptées demeure indispensable. En intégrant les transferts de fonds dans une stratégie globale de développement national et en traitant les contraintes structurelles telles que les inégalités et les déficits éducatifs, la Tunisie pourra mieux exploiter ces flux pour favoriser une croissance économique durable et inclusive. Une telle dynamique est également susceptible de contribuer indirectement à l'atténuation de la pauvreté à travers l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Cette étude présente néanmoins certaines limites. En particulier, la pauvreté est appréhendée à travers les dépenses de consommation finale des ménages, qui constituent un indicateur indirect du bien-être économique plutôt qu'une mesure directe de la pauvreté. Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence. Les recherches futures pourraient mobiliser des indicateurs plus spécifiques, tels que le taux de pauvreté, l'indice de profondeur de la pauvreté ou l'indice de pauvreté multidimensionnelle, lorsque des séries temporelles suffisamment longues seront disponibles pour la Tunisie.

Une seconde limite concerne le risque potentiel d'endogénéité entre les transferts de fonds et le bien-être économique des ménages. En effet, la relation peut être bidirectionnelle : si les transferts de fonds contribuent à améliorer les conditions de vie des ménages, les ménages



confrontés à des difficultés économiques peuvent également être davantage susceptibles de recevoir des transferts de la part des migrants. Bien que l'approche ARDL permette d'identifier les relations dynamiques de court et de long terme entre les variables, elle ne traite pas entièrement les problèmes potentiels de causalité inverse. Les résultats doivent donc être interprétés avec prudence et considérés comme des associations dynamiques plutôt que comme des relations strictement causales. Les recherches futures pourraient mobiliser des méthodes économétriques permettant de mieux prendre en compte l'endogénéité, notamment les variables instrumentales ou les modèles dynamiques de panel.

RÉFÉRENCES

Adams Jr, R. H., & Cuecuecha, A. (2010). The economic impact of international remittances on poverty and household consumption and investment in Indonesia. World Bank Policy Research Working Paper, (5433).

Adams Jr, R. H., & Page, J. (2005). Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries? *World Development*, 33(10), 1645–1669.

Ajilore, T., & Ikhida, S. (2012). A bounds testing analysis of migrants remittances and financial development in selected Sub-Saharan African countries. *Review of Finance & Banking*, 4(2).

Amuedo-Dorantes, C., & Pozo, S. (2011). New evidence on the role of remittances on healthcare expenditures by Mexican households. *Review of Economics of the Household*, 9(1), 69–98.

Balogun, M. A., Tella, S. A., Adelowokan, O. A., Ogede, J. S., & Adegboyega, S. B. (2024). Achieving sustainable development in ECOWAS countries: the impact of trade openness, poverty and human capital. *Future Business Journal*, 10(1), 78.

Balioune, M. (2012). The Making of Gender Equality in Tunisia and Implications for Development. Background Paper for the World Development Report 2012: Gender Equality and Development. Washington, DC: World Bank.

Bouhga-Hagbe, J. (2006). Altruism and workers' remittances: Evidence from selected countries in the Middle East and Central Asia.

Brown, R. L., Durbin, J., & Evans, J. M. (1975). Techniques for testing the constancy of regression relationships over time. *Journal of the Royal Statistical Society: Series B*, 37(2), 149–163.

Chami, R., Fullenkamp, C., & Jahjah, S. (2003). Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development? IMF Working Paper No. 03/189. International Monetary Fund.

Chnaina, K., & Makhlouf, F. (2015). Impact des transferts de fonds sur le taux de change réel effectif en Tunisie. *African Development Review*, 27(2), 145–160.

Coate, S., & Ravallion, M. (1993). Reciprocity without commitment: Characterization and performance of informal insurance arrangements. *Journal of Development Economics*, 40(1), 1–24.

Combes, J. L., & Ebeke, C. (2011). Remittances and household consumption instability in developing countries. *World Development*, 39(7), 1076–1089.

Cox, D. (1987). Motives for private income transfers. *Journal of Political Economy*, 95(3), 508–546.

Dey, S. R., Ahmed, F., Tareque, M., & Moniruzzaman, M. (2024). Impact of returnee remittances on migrant households' well-being in Bangladesh. *The European Journal of Development Research*, 36(6), 1545–1572.

Endriga, B. A., & Villanueva, A. C. B. (2025). Cross-border remittances and poverty reduction in developing countries (BSP Discussion Paper No. DP2025-18). Bangko Sentral ng Pilipinas.

Garcia-Fuentes, P. A., Kennedy, P. L., & Ferreira, G. F. (2025). Growth effects of remittances in developing countries: A growth accounting approach. *Emerging Markets Review*, 67, 101303.

Gupta, S., Pattillo, C. A., & Wagh, S. (2009). Effect of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa. *World Development*, 37(1), 104–115.

Henchoz, C., Poglia Miletì, F., & Coste, T. (2020). Circuits transnationaux d'endettement et parcours migratoire. *Revue européenne des migrations internationales*, 36(4), 167–188.

Idrissi, B. I., & Kawkaba, S. (2023). The impact of remittances on household consumption: Evidence from Morocco. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*.

Jouini, J. (2015). Economic growth and remittances in Tunisia: Bi-directional causal links. *Journal of Policy Modeling*, 37(2), 355–373.

Kaidi, N., Mensi, S., & Ben Amor, M. (2019). Financial development, institutional quality and poverty reduction: worldwide evidence. *Social Indicators Research*, 141(1), 131–156.

Kofi Ocran, M., & Adjasi, C. K. (2009). Trade liberalisation and poverty: empirical evidence from Ghana. *Journal of International Trade Law and Policy*, 8(1), 40–59.

Llena-Nozal, A., Martin, N., & Murtin, F. (2019). The economy of well-being. OECD Statistics Working Papers.

Lokshin, M., & Glinskaya, E. (2009). The effect of male migration on employment patterns of women in Nepal. *World Bank Economic Review*, 23(3), 481–507.

Lucas, R. E. B., & Stark, O. (1985). Motivations to remit: Evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–918.

Musakwa, M., & Odhiambo, N. M. (2019). The impact of remittance inflows on poverty in Botswana: An ARDL approach. *Journal of Economic Structures*, 8(1).

Mkrtchyan, T., Khachatryan, A., & Ratner, S. (2025). Measuring inclusive growth in developing countries: Composite index approach and sectoral transformation analysis. *Journal of Risk and Financial Management*, 18(6), 336.

Nefzi, N., Oudinet, J., & Soussi, M. (2017). Transferts de fonds des migrants vers les pays du Maghreb.

Nsiah, A. Y., & Tweneboah, G. (2025). Threshold Effect of Financial Inclusion on Poverty Reduction in Africa: Does institutional quality play a role?. *Journal of African Business*, 26(2), 383-417.

Ostry, J. D., Berg, A., & Tsangarides, C. (2014). Redistribution, inequality, and growth. International Monetary Fund.

Pesaran, M. H., & Shin, Y. (1998). Generalized impulse response analysis. *Economics Letters*, 58(1), 17–29.

Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326.

Raihan, S., Khondker, B. H., Sugiyarto, G., & Jha, S. (2009). Remittances and household welfare: A case study of Bangladesh. ADB Working Paper.

Ratha, D. (2013). The impact of remittances on economic growth and poverty reduction. *Policy Brief*, 8(1), 1-13.

Ratha, D. (2023). Resilient remittances. *Finance & Development*, 60, 8–9.

Ravallion, M. (2001). Growth, inequality and poverty. *World Development*, 29(11), 1803–1815.

Ravallion, M. (2005). A poverty-inequality trade off?. *The Journal of Economic Inequality*, 3(2), 169-181.

Taylor, J. E. (1999). The new economics of labour migration and the role of remittances in the migration process. *International migration*, 37(1), 63.

Tilak, J. B. (2002). Education and poverty. *Journal of Human Development*, 3(2), 191–207.

Ullah, I., Joshi, N. P., & Luni, P. (2025). The role of remittances in building resilience through adaptive capacities amid environmental and socioeconomic vulnerabilities: A systematic literature review. *Climate Risk Management*, 100769.

World Bank. (2023). Migration and Development Brief. Washington, DC.

Yahyaoui, C. (2023). Migration and remittances in Tunisia. *AlMuntaqa*, 6(1), 54–75.